

RUSSIE**Nikolai Guirenko, défenseur des droits humains, victime d'un homicide***Index AI : EUR 46/038/2004**ÉFAI*

Mardi 22 juin 2004

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nikolai Guirenko, grand défenseur des droits humains, professeur d'ethnologie à l'université et expert sur le racisme et les discriminations dans la Fédération de Russie, a été abattu ce samedi 19 juin à son domicile de Saint-Petersbourg. Il était âgé de soixante-quatre ans. Selon certaines informations, Nikolai Guirenko se dirigeait vers la porte d'entrée de son appartement pour répondre à un coup de sonnette quand il aurait été abattu à travers la porte d'un tir de fusil de chasse.

Nikolai Guirenko était connu et très respecté pour son travail et ses recherches sur le racisme et la discrimination dans la Fédération de Russie. Il dirigeait la Commission sur les droits des minorités à l'Union scientifique de Saint-Petersbourg, et avait mené plusieurs études pour les autorités de Moscou et de Saint-Petersbourg sur les groupes néo-nazis et skinheads dans la Fédération de Russie ; Nikolai Guirenko avait formulé à plusieurs reprises des mises en garde contre l'essor de ces groupes. Il avait contribué en tant qu'expert à un certain nombre d'enquêtes et d'affaires judiciaires médiatisées portant sur des agressions présumées racistes, et était reconnu comme le plus grand expert de la Fédération de Russie sur le racisme. Ses collègues universitaires et défenseurs des droits humains estiment que son homicide est lié à son activité dans le domaine des droits humains, en particulier à son action anti-raciste et son travail sur le mouvement skinhead. Selon certaines informations, Nikolai Guirenko recevait régulièrement des menaces, tout comme de nombreux autres universitaires poursuivant avec lui des recherches sur le racisme.

Andrei Joukov, procureur adjoint de Saint-Petersbourg, aurait fait la déclaration suivante : les enquêteurs estiment également que le travail de chercheur et d'expert de Nikolai Guirenko dans les enquêtes et procès liés au racisme serait le mobile le plus plausible de ce crime. Cependant, Andrei

Joukov aurait également déclaré que l'homicide aurait pu avoir pour cause le hooliganisme – un terme fréquemment utilisé par la police lors d'agressions à caractère présumé raciste.

Amnesty International demande qu'une enquête approfondie et impartiale soit promptement menée sur l'homicide de Nikolai Guirenko, et que les responsables soient traduits en justice dans le cadre d'une procédure respectant les normes internationales pour un procès équitable. Il faut également enquêter de manière approfondie et impartiale sur les allégations selon lesquelles cet homicide serait lié aux activités de défense des droits humains et de lutte contre le racisme et les discriminations de Nikolai Guirenko. Amnesty International demande aussi aux autorités de prendre des mesures efficaces pour protéger les défenseurs des droits humains, dans le respect de leurs obligations internationales et en particulier de la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme (Déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnues, 1998).

Contexte

Amnesty International s'inquiète de la montée du racisme, et d'une multiplication récente des agressions racistes dans la Fédération de Russie. Des skinheads ont en particulier commis de nombreux homicides à caractère raciste l'année dernière à Saint-Petersbourg, dont celui d'une petite fille rom âgée de six ans en septembre 2003, et d'une petite fille tadjik âgée de neuf ans en février 2004.

Amnesty International demande aux autorités russes de prendre des mesures d'urgence pour lutter contre le racisme et les discriminations, protéger les minorités des crimes racistes, et traduire en justice les responsables de ces crimes.

Le droit national et international garantit l'égalité et la protection contre les discriminations à toutes les personnes vivant dans la Fédération de Russie. Pourtant, des recherches menées par Amnesty International montrent que les autorités et les institutions chargées de faire respecter les droits humains se montrent souvent consentantes envers les agressions racistes et

les traitements discriminatoires. Amnesty International constate avec inquiétude que les organes responsables de l'application des lois considèrent fréquemment les agressions racistes comme des actes de hooliganisme, plutôt que de mener des enquêtes approfondies et impartiales sur d'éventuels mobiles racistes.

Le 29 avril 2004, le militant anti-raciste Alexei Kozlov, du Mouvement de la jeunesse pour les droits humains à Voronej, aurait été agressé dans le centre ville de Voronej par deux skinheads qui auraient crié « *Frappez le chef anti-fasciste* ». Les policiers de Voronej ont placé en détention les agresseurs présumés, qui ont été inculpés de « *hooliganisme* ». En février 2004, un étudiant en médecine de Guinée-Bissau, Amaru Antonio Lima, a été tué à Voronej, lors d'une agression apparemment raciste. La ville est connue pour être un centre d'activité skinhead, et les ONG locales font état d'agressions racistes qui se produisent régulièrement près des résidences universitaires de la ville. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>